DES
ÉTATS RESPECTIFS
D'ATTAQUE ET DE DÉFENSE
DE LA
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
ET DE SES ENNEMIS.

Quonam meo fato... fieri, dicam, ut nemo his annis.... Reipublicae hostis fuerit, qui non bellum eodem tempore mihi quoque indixerit.

Cicer : Philipp. II.

L'AN SECOND DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

M4 W 5213

THE NEWBERRY LIBRARY
CHICAGO

DES ÉTATS RESPECTIFS D'ATTAQUE ET DE DÉFENSE

DE LA

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ET DE SES ENNEMIS.

DISCOURS

prononcé à la Section des Lombards, le 2 Février 1793.

CELUI QUI, constamment environné du nuage de la calomnie, reçoit tacitement la charge de faire briller la vérité aux yeux louches de la vanité et de l'envie, s'il n'est dominé ni par la soif des honneurs, ni par celle de l'or, y trouve des douceurs qui sont hors de l'atteinte des frémissemens de l'une et du souffle empoisonné de l'autre.

Le Philosophe ne peut s'abaisser, lorsqu'il se voit réduit à prier également les bons Citoyens qu'il aime, les Intrigans qu'il méprise, et les Idiots qu'il plaint de servir, sans s'en appercevoir, les passions des intrigans, de faire l'effort d'oublier la personne, pour ne se pénétrer que de ce qu'il a à leur dire; et pour le faire tourner ensuite au seul avantage de la République.

Plein de cette morale, je vais vous exposer mon opinion sur une matière non moins intéressante, qu'elle est importante pour le salut de la Patrie.

Tous les jours, Citoyens, on vous peint tous les potentats de l'Europe dans des attitudes menaçantes; on vous les représente coalisés pour vous punir d'avoir osé devenir libres, et, sur-tout, d'avoir eu l'assurance de vous montrer justes.

En premier lieu, je crois la totalité de ces potentats dans l'impuissance morale et politique, véritable et absolue, d'être jamais bien d'accord entre eux, ne fût-il même question que de vous faire mal, sous prétexte de laver dans votre sang l'outrage dont leur orgueil croit avoir à se plaindre.

Ouvrez l'histoire, elle vous apprendra que jamais même les prêtres, quoiqu'ils fussent les propagateurs d'une croyance dont les dogmes et les préceptes tendent à l'établissement et au maintien de la tyrannie et de la servitude, elle vous apprendra, dis-je, que jamais les prêtres n'ont pu les réunir pour la cause de cette même croyance, qui les aida

si fort à faire des esclaves. Il en sera de même, Citoyens, à l'égard des combats que la tyrannie, d'un bout de l'Europe à l'autre, s'apprête à livrer contre la Liberté.

Je ne doute cependant pas que le courage avec lequel vous venez d'expier douze siècles d'ignorance et d'abrutissement, et que l'exemple que vous avez donné en punissant un tyran, au moment où, abusant de vos bienfaits, il a essayé de vous rendre des chaînes, ne vous attirent sur les bras de nombreux ennemis; je conviens que vous aurez à repousser tous les efforts directs ou indirects, dont pourront s'aviser leurs orgueils allarmés et réunis, en attendant que ces mêmes orgueils, surmontés par leurs jalousies mutuelles, deviennent les causes d'une mésintelligence utile à la raison, à la liberté et à l'égalité.

Je sens même, que pour que vous ne vous trouviez point labusés sur la mesure de force, et de prudence qu'il est nécessaire de mettre en œuvre pour les repousser, vous devez supposer les extrêmes, et tout mettre au pire. Ce n'est même qu'au moyen de cette méthode, qu'il vous restera un jour, bien moins à remercier la chance des événemens, du mal qui ne vous sera pas arrivé, qu'à vous féliciter d'une prévoyance qui aura prévenu tous ceux qui pouvoient vous survenir.

C'est dans cet esprit, dont j'aime à vous croire remplis, que je vais vous développer mes idées, et sur leurs dispositions et sur leurs vrais moyens de vous nuire, et sur celles que vous pouvez et que vous devez

adopter par rapport à eux. J'entre en matière.

§ I.

Au couchant se présente à vous l'Espagne ; derrière celle-ci est le Portugal ; au nord vous avez l'Angleterre et la Hollande ; plus loin le Danuemarck, la Suède et la Russie.

En revenant par l'Est, vous avez les Pays-Bas, ci-devant siège et véritable marche-pied de la domination Autrichienne, incertains aujourd'hui, tant sur la nature que sur leur propre détermination de leur intérêt politique. Vous avez encore successivement l'Allemagne, les Cantons aristocrates parmi les Suisses, la Savoie, ou plutôt le Piémont.

Au midi vous avez l'Italie, tant les parties de cette région qui subissent le gouvernement provincial de la maison d'Autriche, que celles qui obéissent à un gouvernement national aristocratique, tels que ceux de Venise et de Gênes ; du reste vous êtes ceints par la méditérannée, et seulement accessibles, dès lors même, aux attaques des flottes des puissances environnantes et pourvues de ce genre de forces.

C'est, je veux et je dois le supposer, de tous ces points, médiatement ou immédiatement ambians, conjurés ensemble, et formant contre vous des efforts simultanés, que vous avez à vous garantir.

Eh bien ! vous pouvez rendre vaines leurs entreprises isolées et leurs attaques concertées ; la nature vous en a donné les moyens : c'est à la prudence nationale à mettre scrupu-

leusement à profit, et les moyens matériels, et les moyens intellectuels et moraux, de manière qu'aucun de ceux-ci ne se trouve ni négligé, ni perdu; c'est à elle à le faire avec une telle sagacité dans le choix de ses préposés divers, que s'il étoit possible qu'elle succombât, ce ne fût qu'à des forces materiellement majeures que son malheur pût être imputé par l'impartiale et judicieuse postérité.

§. II.

Résolu d'apporter, comme un autre, ma pierre à l'édifice du bonheur et de la sureté commune, je vais considérer et apprécier, au flambeau de l'expérience et de l'observation locale, ce que nous pouvons avoir à appréhender de chacune en particulier, et de la réunion de ces puissances.

En premier lieu, je vais analiser les forces réelles, morales, politiques et militaires, offensives et défensives de l'Espagne et du Portugal, et les mettre en opposition et en balance avec celles de même genre et de même nature que la République Française peut leur opposer.

Envisageons d'abord les circonstances locales, politiques et militaires de l'Espagne.

La partie de ce beau pays, dont le gouvernement despotique a, ainsi qu'il étoit de sa nature de le faire, anéanti presque toutes les ressources naturelles; sa partie, dis-je, qui vient toucher à la racine des pyrennées, nous offre la Navarre Espagnole, la Catalogne et la Biscaye.

Ces provinces sont, sans contredit, celles qui fournissent à ses armées les meilleurs soldats ; mais elles sont aussi celles où le germe de la liberté est plus mûr pour son développement.

Perpétuellement en liaisons d'affaires avec les Navarrois Français et avec les Basques, les peuples de ces trois provinces n'attendent que l'occasion de prouver que, si l'on a pu les forcer à être sujets Espagnols, ils n'ont jamais été dupes des superstitions, ni volontairement esclaves des fanatiques et oiseux tyrans de l'orgueilleuse Castille.

Tous ceux qui ont plus qu'une connoissance traditionnelle du pays, confirmeront, nous osons l'assurer, que vingt-cinq à trente mille hommes, sous la conduite d'un chef politique guerrier, entrant de la France République dans ces régions, et y portant les armes nécessaires pour un rassemblement de quarante à cinquante mille hommes, y deviendroient fort promptement le noyau d'une armée capable de resserrer dabord le despote Castillan dans Madrid, et de faire rebrousser l'influence de son sceptre sur les seules parties orientales et méridionales de sa domination actuelle.

Je ne pense pas non plus que l'on puisse nier que, si les deux Flandres, rendues à la liberté civile, si les Suisses, intéressés à charge ou à décharge, aux mouvemens généraux que la déclaration des Droits cause dans toute l'Europe, rappelloient les stipendiaires Vallons et Helvétiens, qui sont l'ame des armées espagnoles, cette puissance, réduite dabord

à son or et aux espaces que je viens de dire, ne se trouvât bientôt dans un état si circonscrit et si précaire, qu'elle ne pourroit plus même lutter contre le Portugal, que sa foiblesse actuelle d'une part, et la force Britannique d'une autre part, maintiennent, sur son propre domaine naturel, dans une indépendance et une rivalité imposante à ses côtés.

Je dois vous dire ici, Citoyens, que l'idée accessoire, au premier aspect, mais essentielle et très juste, d'affoiblir les forces militaires de l'Espagne, par la privation émanée d'une loi de leurs patries respectives, de toutes les troupes stipendiaires, Suisses et Valonnes à sa solde, n'est point de moi : elle appartient à un de nos Concitoyens, domicilié sur cette section, qui y donne un grand exemple ; celui de s'appliquer bien plutôt à penser solidement, qu'à y faire à tort et à travers l'orateur, ou l'avocat des banquerontiers intrigans. J'ai été frappé de sa justesse, et j'espère que vous me pardonnerez une courte digression, qui a pour but de lui en faire hommage.

Je reviens. Si des hommes de tête et de cœur étoient chargés de diriger une invasion deffensive et provisoire, calculée sur les raisons des hommes et des choses que je viens de dire, il seroit sage et indispensable que ces délégués militaires de la République Française, observassent soigneusement, et avec toute la sagacité d'une politique adroite et généreuse, plusieurs point capitaux.

1°. Ménager les préjugés du culte dans ses dogmes, et ses usages dans ses rites.

2°. Respecter les propriétés, considérer les personnes, celles sur-tout du sexe.

3°. S'abstenir avec adresse, et sans affectation, de communiquer la pratique, ou de confier le maniement et la conduite de l'artillerie à quelque corps de troupes que ce soit, s'il n'est point Français.

4°. Disséminer, au moyen des traductions dans la langue Castillane et dans les idiômes Basques, Navarrois et Biscayens, la déclaration des Droits, et les commentaires qu'il sera jugé à propos d'y ajouter.

5°. Observer constamment et en tous lieux, une discipline militaire et morale, exacte et frappante.

Nous reviendrons tout-à-l'heure à l'Espagne sous un autre aspect: il est nécessaire de dire auparavant un mot sur le Portugal.

Il sera indispensable, en faisant une irruption dans les trois provinces de Navarre, de la Catalogne et de la Biscaye, d'en diriger une autre sur les parties les plus voisines du Portugal: douze mille hommes suffiront pour celle-ci.

Nous sommes très particulièrement instruits que, de tous les peuples de l'Europe, ce peuple Portugais auquel on est dans l'habitude de faire une si mince attention, est le plus inhabile à se procurer lui-même la liberté, mais le plus disposé à la recevoir des mains qui auront la force et les moyens de la lui offrir.

Il n'est point du tout vrai que ce soit par la superstition que les moines y dominent; c'est grâces à la paresse involontaire et forcée

d'un peuple dépouillé de toutes les ressources de l'industrie ; c'est grâces à leurs richesses et à l'appui qui leur est accordé par la pusillanimité d'une cour qui les redoute et les déteste. Écartons donc l'inactivité ; et nous n'aurons rien à appréhender d'une crédulité qui n'est plus.

Les habitans des deux ou trois principales villes de ce petit Royaume, sont incomparablement moins ignorans que ceux de presque toutes les villes d'Espagne : Beaucoup des livres philosophiques publiés en Angleterre et en France depuis un siècle, y sont connus et recherchés. Ils y ont été lus et sentis en dépit de l'Inquisition : et la communication des habitans de Lisbonne et de Porto avec les Anglais et les autres Nations les moins fanatisées de l'Europe, y ont fait germer en secret des notions précises et préparatoires à une Révolution, sur les deux genres d'oppressions politique et religieuse sous lesquelles les hommes y languissent.

Quant aux habitans indolens des riches campagnes de ces belles contrées, leurs préjugés tiennent bien plus à une stupeur d'habitude qu'à une conviction opiniâtre et fanatique. Une fois électrisés, ainsi qu'ils l'ont été parmi nous par le mouvement des pensées qui feroient leur explosion dans les grandes cités, ils seroient bientôt déterminés par l'appas de leur propre bien-être.

En un mot, rien de plus facile, et à cet égard nous ne craindrions point d'être contredit par les voyageurs philosophes qui ont observé comme Baretti, ni par aucun des

Étrangers sensés qui ont habité ce petit Royaume, en un mot rien de plus facile disons-nous, que de parvenir à causer une scission de fait entre les deux Cours essentiellement rivales et mutuellement ombrageuses de Madrid et de Lisbonne, et les deux peuples d'Espagne et du Portugal animés l'un contre l'autre par de vieilles haines.

Il est à l'égard de ces deux Nations, en les envisageant dans leurs rapports hostiles, contre la France, une autre considération qui mérite d'être sérieusement envisagée. C'est celle des forces maritimes que chacune d'elles, et toutes deux réunies peuvent faire agir contre la République et ses colonies.

L'Espagne étend sa domination dans deux parties du monde seulement: l'Europe où elle possède plus qu'elle ne pourroit défendre, si elle étoit attaquée d'après le plan que nous venons de tracer; et l'Amérique où elle ne s'est jusqu'à présent maintenue dans toutes ses vieilles conquêtes, que graces aux éternelles et folles divisions que les Cabinets de l'Europe ont renouvellé sans cesse entre l'Angleterre et la France.

La Marine d'Espagne, comme auxiliaire de la Marine Française, a pû paroître quelque chose; mais dans le fait et considérée en elle-même, elle n'est rien, ou presque rien.

Le Portugal possède moins en Europe que l'Espagne, il possède moins aussi en Amérique, et il possède un peu plus en Asie. Mais toutes ces possessions lui sont plus onéreuses à défendre et à garder, qu'elles ne pourroient

lui servir à attaquer. Il est vrai qu'il peut en tirer quelques trésors; mais il n'y a pas en Europe une seule puissance maritime, même parmi celles du second ordre, qui ne soit en état de lui enlever toutes ses possessions, si, dans son alliance avec les Anglois, le Portugal ne trouvoit un défenseur, j'ai presque dit un protecteur et un dominateur, pour suppléer à sa propre impuissance.

D'après ces vérités de fait, et en n'envisageant les deux puissances dont il s'agit ici, que sous l'aspect de leurs seules forces maritimes particulières et isolées, nous croyons pouvoir dire avec assurance que, si les Français Républicains veulent judicieusement et sérieusement les braver et les détruire, il leur suffira de se reproduire, les uns après les autres, avec cette espèce d'alacrité de courage qui les a quelquefois signalés, et de reprendre l'esprit et les méthodes de guerre des anciens flibustiers sortis de leur sein durant le seizième siècle, mais par des raisons et par des motifs plus conformes à l'équité et aux droits des Nations.

Si, venant à se mêler de la querelle des Rois, qu'elle nous donna l'exemple de punir, la grande Bretagne veut étendre sur les forces maritimes de l'Espagne et du Portugal, l'égide des siennes; en divisant celles-ci, il arrivera qu'elle les aura nécessairement affaiblies: et les Français, venant alors à se rendre politiquement corsaires et flibustiers sous de meilleurs auspices, nécessairement ne pourroient plus manquer d'ouvertures ni d'occasions pour regagner de trois côtés, ce qu'ils

se verroient menacés de perdre par la jonction de cette dernière puissance maritime aux deux autres, vrais phantômes de puissance du même genre !

Au reste, nous aurons occasion de revenir sur cette matière à la fin de la Section qui va suivre.

§. III.

Nous professons ici ouvertement, que le projet d'une descente en Angleterre, projet qui dans tous les tems flatta notre vanité, et nous trompa sur notre impuissance, nous professons, dis-je, sans hésiter que ce projet de descente, soit qu'on ne destinât que quarante mille hommes à l'effectuer, soit qu'on fût résolu d'y en employer cent mille, ne seroit jamais, sous l'aspect *défensif pour nous*, qu'un hors d'œuvre et une inutilité; et, sous l'aspect *offensif*, jusqu'à une subversion de l'Angleterre physique et politique il ne sera jamais qu'un trait de folie.

Nous parlerons néanmoins plus bas d'une autre genre d'entreprise qui supposera un transport de trompes sur les côtes d'une partie de la domination Britannique, expédition dont les moyens seroient simples, le succès facile et les conséquences promptes, et utiles pour nous à un point que nous osons appeller incalculable.

Mais revenons à l'hors de propos et au ridicule d'un projet de descente d'une armée en Angleterre. Les Peuples de l'antiquité, presque tous, n'eurent, pour ainsi-dire, qu'une seule espèce d'existence locale et agraire;

il en est au contraire un bon nombre parmi les Peuples modernes, et ce sont précisément les plus puissans, qui ont un autre genre d'existence, qu'on voudra bien me permettre d'appeller existence externe et commerciale.

Il en est même deux parmi ces Nations chez lesquelles la valeur, les ressources, la considération et l'importance de leur existence commerciale et externe, l'emportent beaucoup sur celles de leur existence agraire et interne. On pressent qu'ici j'ai en vue l'Angleterre et la Hollande.

A l'égard spécialement de la première, il seroit inconsidéré de se persuader qu'une invasion quelconque seroit une hostilité dangereuse: et il y auroit l'étourderie la plus caractérisée à compter sur son succès.

Je dis que le succès d'une pareille entreprise est non seulement incertain, mais qu'il est même impossible; et je le prouve.

Il n'y a que des hommes ignorans, qui puissent toujours s'obstiner à calculer le présent sur le passé. Les Saxons, les Danois, les Romains, les Normands, en d'autres siècles, firent, les uns la conquête totale, les autres la conquête partielle des Isles Britanniques; mais aucun peuple moderne ne peut ni ne doit compter sur la conquête de l'Angleterre moderne. En effet, tous les caractères relatifs et réciproques des moyens d'attaque et de défense, se trouvant dans des proportions diamétralement opposées, et inverses de ce qu'ils furent autrefois; et les effets ou résultats, en politique comme en géométrie, étant toujours en raison et

dans les mêmes rapports que les causes qui les produisent, ce seroit pour ainsi-dire mathématiquement une absurdité que de compter sur une réussite.

Outre que la supériorité présente et effective des forces navales, soit pour la défense, soit pour l'attaque, de la grande Bretagne est bien réelle, et qu'elle soit même avouée, c'est un trait de profonde ignorance que de mesurer sur son état OFFENSIF de forces de terre, son état DÉFENSIF en ce même genre de forces.

On sait généralement, et j'ai vu qu'en France on se targuoit avec une sorte de puérilité, de ce que l'état des troupes de ligne habituellement entretenues à la solde britannique, ne s'élève du fort au foible, que de quarante à soixante mille homme; mais, en générale, on ignore, ou on y affecte d'ignorer que l'état des milices, dans les trois Royaumes, monte à beaucoup plus que le quadruple de ces forces de ligne.

Cette force défensive, ou milice, consiste en infanterie, et en cavalerie dont les évolutions et les manœuvres pourroient servir d'exemple, et fournir des leçons à toutes les cavaleries de l'Europe. De cette manière d'être des choses, il résulte un fait qui détruit tout ce qu'on pourroit nous opposer d'objections. C'est que, quoique jamais les Anglais n'aient présenté sous les armes au dehors plus de trente ou quarante mille hommes à combattre à leurs ennemis du continent, d'un moment à l'autre la grande Bretagne et l'Irlande opposeroient certainement

plus de deux cens mille hommes, à qui se présenteroit pour conquérir chez eux.

Nous avons donc amplement droit de caractériser de conseil du délire et de l'entousiasme, tous ceux qui pourront avoir pour objet de faire descendre quarante ou même cent mille hommes en Angleterre.

D'ailleurs, pour pouvoir y débarquer un nombre d'hommes quelconque, il s'agit d'abord de l'y transporter, et pour le faire avec succès, il seroit indispensable que les flottes françaises qui les y transporteroient, ou qui seroient destinés à en protéger le transport sur des bateaux plats, ou battissent des flottes anglaises supérieures, ou échappassent à celles-ci avec tout leur convoi armé. Or, ceci n'est ni raisonnable, ni humainement possible, dans une mer telle que la Manche, et vû l'influence des tems sur les parages respectifs.

Si, vû l'impossibilité d'exécuter un tel projet, on s'arrêtoit à celui de débarquer par la longue mer, sur l'une ou l'autre, ou sur plusieurs à la fois des côtes orientale, occidentale, et septentrionale de la domination Britannique, cette idée seroit le comble de l'inconséquence et de la folie; car toute expédition contre l'Angleterre, qui ne sera point conçue et dirigée de manière à se rendre maître dabord de la ville de Londre, est nécessairement une expédition manquée.

Or, si vous abordez, et si vous pénétrez avec une armée quelconque, à une distance de cette cité assez grande pour pouvoir, avant d'y arriver, avoir sur les bras des forces supé-

rieures, ou même des forces égales, il y a mille contre un à parier, que jamais vous n'y parviendrez.

Quoique l'Angleterre, depuis longtems, soit sourdement désunie par une lutte entre les principes et les abus, par un conflit entre les dispositions réciproques des divers membres du corps politique, tel qu'il y est ordonné; craignez, qu'au moment d'une invasion étrangère, le soin de l'indépendance commune de l'ensemble, ne l'emporte sur tout intérêt et sur tout esprit de parti. Soyez assuré que celui-ci, se taisant de toute part, la réunion de toutes les âmes, de tous les bras auroit assurément lieu, et qu'elle se trouveroit généralement motivée sans réplique, par le desir de se conserver le commerce du monde, commerce qui, dans son état politique, tout vicieux qu'il peut être d'ailleurs, est déjà devenu sa conquête.

Voilà ce que j'avois à dire contre des projets inconsidérés et gigantesques; voici ce que j'ai à proposer à la raison qui se pique moins d'agir avec éclat, qu'avec poids, mesure et solidité.

Nous ne doutons pas que vous ne soyez bien fondés à espérer que le desir de la vraie liberté, s'exhaltant de jour en jour par le parallèle de celle que vous venez de conquérir et de la liberté dont ils ont jusqu'à présent eux-mêmes cru jouir, n'introduise bientôt parmi les Nations Britanniques, une désunion utile. C'est parceque nous en sommes fortement persuadé, que nous avons essayé de vous convaincre qu'en y portant indiscretement

ment des armes, vous en retarderiez et peut-être même vous en préviendriez pour jamais l'explosion.

Mais, comme en attendant que les choses mûrissent de ce côté, vous avez à vous défendre; il faut vous montrer les moyens, non seulement de remplir cet objet, mais encore d'accélérer cette explosion, que la nature des choses et les circonstances de votre position mettent également dans vos mains.

Il sera mille fois plus sûr et mille fois plus praticable et plus avantageux d'exciter et d'encourager dans tous vos ports, et principalement dans ceux de l'Océan et de la Manche, les équipemens et armemens de Corsaires actifs et sans nombre. Attisez leur courage par leur cupidité même; prises, primes, récompenses, que tout soit aux capteurs. Couvrez-en toutes les mers; qu'ils en balayent, aidés par trois flottes imposantes, tous les navires Britanniques marchands. Que mus à la fois par les deux aiguillons puissans de l'amour de la Liberté et de la gloire et par celui du désir de la fortune, les Citoyens deviennent matelots, comme excités par les deux premiers, tout à coup ils se trouvèrent soldats; qu'ils ramènent ainsi dans vos ports navires et équipages.

Par là vous êtes assurés d'opérer deux effets: 1°. vous ôterez à vos ennemis, non point à la vérité leurs vaisseaux de guerre, mais les bras sans lesquels ceux-là ne peuvent se mouvoir. 2°. Vous désolerez tellement leur commerce, ce commerce créa-

teur de leurs richesses et de leurs résolutions serviles et erronées, que celui-ci jettera les hauts cris dans tout l'intérieur de la domination Britannique; et la Nation, mue par cet intérêt, pour elle le plus impérieux et le plus déterminant de tous, ou détrônera Georges, ou le réduira à se détacher du parti et de la ligue des Rois, par crainte de perdre lui-même sa couronne.

Je vous ai dit plus haut, concitoyens, qu'il n'étoit point à propos de s'occuper de faire descendre en Angleterre une armée pour conquérir; mais qu'il étoit possible de diriger vers une de ses parties, une expédition qui seroit dans le cas de lui faire un mal réel, sans compromettre aucunement ni la gloire de vos armes, ni la sûreté de l'État.

Je tiens dans ce moment à la main un paquet cacheté; il renferme des moyens d'une exécution très simple, très facile et d'une très foible dépense de désarmer, en lui coupant les vivres, toutes les flottes tant Royales que Marchandes de l'Angleterre.

Je n'en dois, ni ne puis communiquer publiquement les détails. J'ose assurer qu'ils sont de toute certitude, matérielle même, et de la plus grande praticabilité.

Ce n'est point la crainte d'être copié ou pillé par la vanité; ce n'est point celle d'être contredit par l'ignorance présomptueue, ou par l'envie, qui fait que je ne vous en donne point connoissance; c'est la seule nécessité d'en assurer le succès par un profond silence, jusqu'après sa pleine exécution.

Si les vues que je vous ai développées vous ont inspiré quelque confiance, je ne dis point en ma persone, je dispense volontiers de celle-là ; mais dans mes connoissances, vous serez les maîtres d'exciter le comité de défense générale et le Pouvoir-exécutif à demander que je lui remette ce paquet. Mais j'appréhendrois de tout faire échouer, si je le présentois moi-même ; car on me hait, quoique j'aime, et peut-être parceque j'aime sincèrement la République ; car on me craint parceque j'ai déjà délivré la France d'un brigand, qui eut en son pouvoir, comme un autre, de donner des emplois, et de favoriser le monopole et l'agio.

J'ai aquitté ma conscience en vous prévenant : vous aimez sûrement la Patrie, vous ferez le reste.

§. IV.

Sans contredit, la Hollande aristocrate et Stathoudérienne, la Hollande agioteuse et usurière ont un intérêt très décidé, à ce qu'il y ait en France un dominateur unique ; elles en ont même un à ce que ce dominateur absolu soit inepte, dissipateur, et environné de visirs maladroits et fripons.

Mais la Hollande sincèrement patriote et démocrate, c'est-à-dire le peuple Hollandois, ce peuple doit soupirer, et réellement il soupire après sa propre Liberté ; et il a le sens assez juste pour appercevoir clairement que celle du peuple Français, peut devenir le solide garant et le vrai point d'appui de la sienne.

Nous avons dit ailleurs, que privé du secours de l'Angleterre, le Portugal eût aisément été envahi par l'Espagne; nous avons dit aussi, qu'il ne deviendroit pas moins aisément la conquête de celle des puissances maritimes modernes qui, dans une pareille entreprise, n'éprouveroit aucune autre opposition directe ni indirecte que celle des propres forces du Portugal; nous oserons dire ici, par assimilation, que, par des conséquences accumulées de l'établissement du Statoudérat héréditaire, la Hollande, ainsi que le Portugal, est réellement tombée, bien plus qu'elle ne le croit elle-même, dans une sorte de vassalité effective de l'Angleterre; et que, sous des formes d'emprunts et à raison des honneurs du voisinage de quelques petits états du Roi de Prusse, elle est devenue la tributaire réelle de ce Potentat.

Il est certain que ces circonstances accidentelles de l'existence politique des Provinces-Unies, peuvent fort bien convenir à l'ambition chatouilleuse des tyrans de Prusse et d'Orange, et aux nobles et riches du pays: parceque, à leur aide, ceux-ci peuvent tyranniser le peuple Hollandais; mais les mouvemens, qui depuis un siècle n'ont cessé d'y avoir lieu, suffisent pour bien convaincre que ce qui peut convenir au semi-tyran de la Hollande, est bien éloigné et bien différent de ce qui conviendroit à la totalité du peuple Batave.

De cette manière d'envisager les choses, il doit résulter, aux yeux des politiques qu'il faut bien supposer aujourd'hui à la tête des

affaires de la République de France, que cette dernière doit avoir en Hollande, comme elle y a très assurément, un parti qui incline décidément pour elle; et que ce parti est composé de la masse des peuples, amis, ainsi qu'ils sont par-tout ailleurs, dans les sept provinces, de la Liberté et de l'égalité.

Toute la politique et toutes les démarches actives, soit *défensives*, soit *offensives*, de la Nation Française Républicaine, doivent donc, par conséquent, être dirigées de manière à procurer aux amis que son système actuel de Gouvernement est propre à lui faire en Hollande, des triomphes et un ascendant décidé sur les ennemis que cette même amélioration de son existence politique doit nécessairement lui faire dans ce même pays. Qu'il me soit permis de dire qu'il est indispensable, pour arriver à ce terme, que les *Sans-culottes* de France étendent leurs mains, pour qu'elles puissent toucher celles des *Sans-culottes* Hollandais.

Eh! quelle circonstance pourroit jamais être plus favorable que celle, où, d'une part, l'Angleterre, oubliant que la Nation y fut tout, s'engage dans une guerre dont il lui est difficile de prévoir l'issue, pour venger un Roi qui lui étoit encore bien moins que le sien; et celle où, d'une autre part, le tyran de Berlin, qui réprima les premiers efforts légitimes de la Liberté en Hollande, a encore à les tourner contre la France, pour lui ravir celle qu'elle a osé conquérir, et pour venger ses défaites récentes, d'autant plus honteuses qu'elles furent les conséquences du seul courage d'une

armée citoyenne, mal conduite, peut-être trahie par un Général, qui fut perfide ou qui est sans talens, car Frédéric Guillaume lui est échappé!

Citoyens, lorsque Brunswic pénétra en Hollande et dispersa les patriotes qui avoient conçu le dessein de chasser le Stathouder, vous n'étiez pas encore. Vergennes, au nom de Louis Capet qui dominoit sur votre néant politique, conniva en lâche aux efforts du Tyran Germain. Mais ce dernier qui, en dépit de Dumourier, vous a attaqué seuls sans succès, aura-t-il donc une chance plus favorable lorsqu'il viendra pour asservir les Bataves soutenus par les Français!

Non, citoyens, non, il ne pourroit y réussir qu'autant que, vous laissant de nouveau abuser par de faux politiques, ou méconduire encore par de prétendus Césars aristocrates, vous lui donneriez, avant de vous lever et de marcher, le tems d'entrer en Hollande, de s'y établir, d'en voler les trésors, et de les emporter pour s'en servir ensuite contre vous.

Levez-vous donc, tandis qu'il en est tems, entrainez sur les traces d'une armée de trente mille citoyens Français, ceux d'entre les Belges qui sont dignes de la liberté, et de partager l'honneur d'affranchir leurs voisins les Bataves. Louis XIV avec de moindres forces fit autre fois cette conquête. Vos mains, combattant pour votre liberté et pour celle du genre humain, sont sans comparaison plus généreures que ne furent les mains de vos peres, lorsqu'elles secondoient par entousiame l'orgueil

d'un despote inconséquent : elles seront aussi plus fortes et plus irrésistibles.

Bordée presque toute entière par une mer orageuse, qui vient battre des digues pratiquées pour garantir de ses flots un fonds bas et sabloneux, la Hollande voit son rivage à sec deux fois pendant chaque révolution de soleil. Il résulte de cette circonstance de sa localité, que ses parages sont inabordables pour les flottes composées de vaisseaux d'un grand tirant d'eau. Une autre des conséquences de cette situation, c'est que si Pitt venoit à destiner contre les côtes des Hollandois devenus vos amis ou conquis par vous, des forces navales fournies par les Anglais à la ligue des Rois, les élémens suffiroient pour les en balayer.

Une invasion directe et soudaine de la Hollande est beaucoup plus facile, sur-tout si l'on s'y prend à tems, qu'une invasion de la Belgique. Une fois exécutée, il vous sera bien plus aisé de vous y maintenir sous les rameaux de l'arbre de la Liberté, qu'il ne vous l'est de vous maintenir dans la Belgique : car les Bataves ont plus l'esprit de liberté; et depuis deux siècles ils ont éteint parmi eux, les flambeaux du fanatisme dont les funestes lueurs égarent encore les Belges.

Citoyens ! faites, je vous en prie, une attention toute particulière à ce que je vais ajoûter.

Les véritables magnats, les aristocrates Bataves, sont les grands capitalistes ; mais, ainsi que je l'ai dit plus haut, c'est par cupidité et par intérêt ; et ce n'est, je l'ajoute ici, que

par intérêt et par cupidité, que cette classe peut être amie des Rois dissipateurs et emprunteurs, qui leurs ont hypothéqué pour des siècles le sang et les sueurs de leurs peuples.

Considérez bien que toute solide qu'a pu leur paroître cette hypothèque, avant que l'esprit de Liberté n'eût germé parmi vous, il ne doit pas en exister un seul qui ne fût ravi de la voir convertie en un hypothèque rurale et foncière, consentie de gré à gré par un propriétaire solide et indisputable.

Or ce propriétaire, incommutable et certain, c'est la Nation; la propriété libre qu'elle a à offrir, est celle qui reste invendue et encore inaffectée de ses domaines, objet aussi propre à lui concilier la confiance et à décider la cupidité à s'attacher à sa cause, que le fut le crédit d'un Roi garanti par la seule longanimité des peuples qu'il a poussés à bout.

Si vos chefs et vos commissaires, citoyens, savent faire agir ce ressort, ne doutez pas que tous les gros *Minheers* des Provinces Unies ne désertent la cause de vos ennemis, qui les auront précipité dans la chance d'une ruine certaine, pour s'attacher à la fortune réelle et effective qu'ils appercevront de votre côté. Mais songez aussi, quand on vous fait appercevoir vos ressources les plus vraies et les plus décisives, qu'elles peuvent être anéanties, si elles persévèrent à être livrées à la mercy de fripons ignorans, et de charlatans politiques.

Il faut, Concitoyens, avant que vos ennemis communs aient le tems d'enchaîner leur affection et leur courage par la crainte de perdre, vous attacher la multitude des Bata-

ves par l'appas de la Liberté, et les riches par l'assurance de la réalisation des valeurs de leur capitaux ; ne doutez point que cette mesure vous fasse non seulement trouver une immense quantité de numéraire, mais encore qu'elle vous produise des ressources défensives matérielles, certaines et promptes contre les Anglois : je m'explique.

Si vous vous hâtez d'exciter en Hollande la multitude à se lever, elle se levera. Une fois levée, et assurée d'être soutenue par l'armée qu'il faut vous hâter d'y faire passer, elle vous ouvrira les magazins d'armemens maritimes de leur République, magazins dont toutes les fournitures n'ont jamais cessé d'être bien entretenues et soigneusement renouvellées, bien que la politique des Etats-Généraux ait presque toujours depuis un siècle eut l'adresse de se maintenir dans un état de neutralité utile à leur fortune commerciale. Cette multitude fera sortir, pour votre usage, de nombreuses membrures, toujours prêtes à être mises ensemble dans ses chantiers de Sardam et dans plusieurs autres chantiers de la Nord-Hollande. Ainsi elle vous aidera à couvrir les mers Septentrionales de corsaires ; elle joindra les sieus aux vôtres. Et si vous garantissez ses isles dans l'Inde, elle vous secondera, non seulement pour vos deux isles si importantes de France et de Bourbon, les vraies clefs des parages du Coromandel ; mais pour affranchir de la tyrannie Angloise, et les Indiens continentaux, et les Colonies de tous les peuples européens, qui, graces aux fautes des satrapes qui se jouoient de l'imbécillité de nos despotes,

ne pourroient plus bientôt y posséder, y trafiquer, ni même y naviguer que sous le bon plaisir de cette Nation, prête à devenir esclave, tandis que n'aguere on la croyoit la seule libre et grande.

Citoyens, si vous négligez cet avis, les conséquences dangereuses de la méprise que vos conseils vous auront fait commettre sont incalculables !

§. V.

Derrière les provinces de la confédération des Bataves, se trouvent placées, en suivant vers le pole septentrional, les trois puissances, proprement dites du Nord.

Le Danemarck seroit très propre à devenir, par sa situation, une grande puissance commerçante, puisqu'il tient entre ses mains la clef de la Baltique, et puisqu'il est en possession du Jutland : néanmoins il a si peu d'existence *externe* et *commerciale*, que la majeure partie des gens de mer qui y naissent, se voyent réduits à passer au service des armateurs des Provinces Unies. Celles-ci en employent en conséquence des milliers, dans l'espèce de Navigation appellée Cabotage, dont leur intelligence et leur économie, soit à l'égard des choses, soit à l'égard des hommes, les ont rendus maîtresses.

Il est démontré, par les disparités mêmes de l'état politique et industriel de la Hollande et du Danemarck, que ce dernier, aussi longtems qu'il sera soumis au Gouvernement despotique, sera nul à tous égards. Eh! Dieu sait quand les peuples y ouvriront les yeux sur les

véritables causes efficientes d'une si grande différence dans les résultats!

Au reste, citoyens, cette réflexion ne peut et ne doit vous intéresser que parcequ'il en découle une vérité politique pratique; la voici: vous n'avez que très-peu de chose, ou rien du tout à appréhender du Danemarck, quant à la part qu'il pourra prendre à la ligue des tyrans Germaniques, soit à raison de sa puissance maritime effective, qui pourra se joindre aux forces Britaniques, soit à raison des forces de terre qu'il pourroit prêter à vos ennemis de l'Allemagne.

Soyez seulement les protecteurs désintéressés et sincères de la liberté des Bataves qui la désirent, et les payeurs par hypothèque rurale et déterminée, de ceux de ces mêmes Bataves, qui s'égarèrent au point de prêter à usure à votre ci-devant Gouvernement; ainsi maîtres une fois de la totalité des résolutions de la Hollande, vous le deviendrez, par contre-coup, de toutes les délibérations du cabinet de Coppenhague.

Dès-lors, Citoyens, ce sera comme si le port d'Helsingœr, véritable clef de la Baltique, vous étoit remis.

Négociez hardiment avec le Danemarck; s'il le faut, combattez même sur ces erremens, mais rien que sur ces erremens. Ajoutez, soit en combattant, soit simplement en négociant, vous, Danemarck, vous possédez bien peu en Amérique; vous possédez un peu plus en Asie: Eh bien! je ne suis point intéressé, ni disposé, comme les Anglais dont l'existence politique s'est gonflée en Europe

hors de sa proportion naturelle, à vous borner, ni à vous dépouiller. Je le suis, au contraire, à vous soutenir et à me soutenir par vous.

Dites lui cela, concitoyens ; et que la conduite de la République justifie ces paroles ; on vous répond, que libre, Citoyen, sujet ou esclave, par nécessité de convenance, ou par nécessité de circonstance, le Danemarck se dira et sera réellement votre allié et votre ami.

Nous savons tous que des gazettes assez récentes, et des journalistes qui remplissent les vuides de leurs feuilles en se faisant les échos des gazettes, nous ont annoncé en Suède, un mouvement convulsif, précurseur du moment de l'établissement de la Liberté dans cet Empire.

Ce ne seront jamais les journaux ni les gazettes dont je ferai la baze de mes spéculations politiques ; ce sera indépendament de leurs récits de faits hazardés, et de leurs ridicules et déplorables commentaires, que j'essaierai de puiser mes conjectures dans le fonds de la nature et dans la raison des choses.

N. B. Ce Vergennes qui ne fut rien qu'un astucieux valet de cour, passa pour l'auteur profondément politique de ce qu'on a appellé *révolution* de Suède.

Citoyens ! beaucoup de gens eûrent la foiblesse de le croire.

Mais avec la vigueur d'apperçu, que le tems, les événemens, et sur-tout l'excès des abus, viennent de nous rendre presque à tous, je me borne à vous observer que la Suède, qui a joui réellement de ce simulâcre de Liberté si

précieux aux hommes, et qui leur fait chérir la Liberté véritable, n'en a ni abjuré, ni pu abjurer le désir.

Gustave couvert du masque de cette popularité, qui sert, par intervale et par circonstance, aux tyrans à abuser les peuples, décoré par la flatterie de l'apparence d'un héroisme qu'elle a voulu convertir en don héréditaire, a pu faire disparoître cette ombre! Mais le peuple Suèdois, auquel le tems a appris qu'il n'a rien gagné au change, ne servira point la cause des tyrans.

Au reste, sa marine est encore plus foible que la marine Danoise, et par les mêmes raisons. Et si la Suède envoyoit une armée de terre pour appuyer celles que les tyrans d'Allemagne de tous les ordres, arment contre vous, ce ne seroit qu'une charge de plus pour des puissances qui devroient la soudoyer.

Je crois pouvoir me dispenser d'établir la preuve de cette dernière assertion; car je pense qu'il n'y a personne ici qui n'ait connoissance de l'extrême pénurie du Gouvernement Suèdois. Sans doute, parmi les Citoyens qui ont pris la charge d'éclairer les autres, il n'en est point qui, ne sache, que dans le seizième siècle, le Cardinal de Richelieu, opposa, en lui fournissant des trésors, Gustave surnommé le Grand à la maison d'Autriche; et que depuis ce tems, indépendament des sommes indirectement fournies pour acheter en quelques occasions sa simple neutralité, la France n'a point cessé de payer annuellement à la Suède, un subside, ainsi nommé par les Rois pour vous dissimuler qu'ils vous assujettissoient réellement à un tribut.

Oui, citoyens, sans entrer, partie par partie dans le détail des moyens d'exécution d'un plan défensif à l'égard de cette couronne, j'aurai la confiance de soutenir que, les forces que la République pourroit opposer à la Suède, trouveroient les ressources suffisantes pour leur mise en mouvement et pour leur soutien, dans la seule suppression des contributions humiliantes dont je viens de parler.

Je ne dissimulerai cependant pas, que cette partie de mes calculs politiques ne seroit peut-être pas appuyée par des résultats effectifs. Je suis certain même, que, si la Convention nationale ne se hâte point de remplacer le sextumvirat ministériel que nous avons hérité de l'ineptie du despotisme, par une autre institution du pouvoir-exécutif conforme aux vrais principes républicains, il y a plus d'une autre partie du sistême que je présente, qui se trouvera contredite dans les événemens. Mais cet aveu de ma part ne doit point affoiblir l'idée, qu'on a pu prendre en m'écoutant, de sa vérité essentielle, et de sa solidité radicale: il doit bien plutôt exciter la vigilance de tout ce peuple grand et généreux, que je me figure de bout; et le déterminer à prescrire à ses mandataires, d'avouer leur insuffisance, ou de mettre enfin un terme aux lenteurs qu'ils mettent à présenter la Constitution.

Je serai court sur ce qui peut concerner les solides appréhensions qui doivent nous engager à nous prémunir contre la force, que la confédération des Rois peut recevoir de la jonction, directe ou indirecte, de la Russie à la ligue générale.

En premier lieu, jadmettrai ici comme un fait absolument vrai, que ce peut-être une convenance, égale en force à une nécessité, que celle de tirer de ces régions septentrionales, tous les matériaux nécessaires tant pour la construction que pour le gréément et l'armement des vaisseaux.

Et c'est précisément à cette occasion, que j'appuierai sur la nécessité de presser une irruption décisive en Hollande, et d'y employer des forces suffisantes pour en assurer le succès; car une de ses conséquences les plus importantes, sera de trouver dans les magazins de la République et des Citoyens entrepreneurs et commerçans, une quantité suffisante de toutes ces choses. Et par ce moyen, la République Française aura une bonne chance de pouvoir, non seulement épuiser les efforts maritimes des puissances ennemies, mais encore désoler la *Baltique*, et de barrer le *Zonde*.

Nous croyons impossible que le Divan de Constantinople, ne sente réveiller toute son attention, dans le cas où la Russie entreprendroit de s'épuiser, pour la querelle des tyrans de Vienne et de Berlin, tous également ennemis naturels de l'Empire Ottoman. Si ce dernier pouvoit commettre une erreur politique aussi essentielle, que de ne point profiter de cette occasion; il seroit possible que ce moment devint celui où les peuples qui gémissent sous son joug se leveroient aussi. En un mot, cette monstrueuse puissance, s'étant souvent soutenue par la France constituée en monarchie, nous semble à nous, devoir chercher

encore son point d'appui en Europe dans la France devenue République ; ou bien elle augmentera la force commune de tous les peuples de cette partie du monde, de la force de ceux qu'elle même opprime, contre l'universalité des tyrans, qui, sur les débris du genre humain dupe et victime de leurs discordes, jusqu'a présent en ont bien moins gouverné qu'ils ne s'en sont disputé les lambeaux.

§. VI.

Détournons vos regards, Citoyens, de ces sources de dangers qui sont placés à une grande distance de vous; il sera plus utile de les rapprocher de ceux qui sont immédiatement autour de vos Frontières. La Belgique vous est conquise ; mais la Belgique ne vous est réunie que dans la plus foible de ses parties.

Les réflexions que j'ai faites en moi-même à cet égard mon mené à cette question : La Belgique vous est-elle, et comment peut-elle vous etre solidement affectionnée? J'examinerai ensuite ce que la Belgique pourroit faire contre vous dans le cas de la négative, et l'utilité dont elle peut-être à la République Française dans le cas de l'affirmative.

Suppléée avant la révolution, par la petite routine d'intrigues d'une cour, où l'ignorance affublée de cordons, accablée de commis, succédoit à l'ignorance, sous les auspices de la faveur et de l'impunité, notre politique nationale fut longtems nulle. Encore novice aujourd'hui, cette politique porte des cataractes

tes que l'expérience, et peut-être même la seule expérience des calamités parviendra à faire tomber. Mais cette fâcheuse conjecture ne doit pas empêcher la raison de faire tous les efforts qui seront en son pouvoir, pour que, devançant cette expérience, nos Concitoyens s'évertuent à la prendre pour guide. C'est pour satisfaire aux devoirs que l'humanité lui impose, que je vais essayer de marcher sur ses traces, dans les observations fondées en faits, que je vous prie instamment d'écouter.

J'ai souvent eu occasion de remarquer que tous les clergés de l'Univers existent, dans la pensée de la plupart d'entre nous, sous tous les mêmes aspects politiques et moraux que notre ci-devant clergé de France. Je suis même bien persuadé, qu'il est tel maître en politique, journaliste, qui ne fait aucune différence entre un abbé régulier, tel que celui de St.-Pierre de Gand, le plus riche de tous les monastères de tous les Pays-Bas, et un Cardinal abbé de notre ancien régime.

Il en existe néanmoins une si grande, et à l'égard de leurs principes personnels et relatifs, qu'on pourroit assurer qu'elle est égale à celle qui est entre le simbole de la foi de Christ et celui des Mahométans ou desHébreux.

Quelque soit la partie purement dogmatique et spéculative d'une croyance religieuse, celle-ci est au moins indifférente, et, à moins qu'elle ne soit absurde et locale comme le mahométisme, elle pent être tournée, quand à son influence sur la chose politique, ou à

l'avantage ou au détriment de toutes les Constitutions concevables.

Être ou n'être point royaliste ou populaire, est une circonstance, un caractère qui naît dans le clergé, suivant ses manières-d'être temporelles et humaines. Il y auroit de la folie à tenter de faire un Républicain d'un Évêque de Strasbourg doté et qualifié comme celui que nous avons cité plus haut, ou d'un abbé commendataire comme celui que nous avons également cité.

Mais assurément rien n'eût été plus aisé que de faire adopter le Républicanisme le plus démocratique à un Curé à portion congrue, ou à un Capucin mûri sous le harnois poplicole de François d'Assises. Non seulement ceci se sent dans la spéculation, mais nombre d'exemples viennent de vous l'attester.

Actuellement on pourra m'objecter que le clergé Belge n'est ni dans l'état de dénuement physique, ni dans celui de détachement spirituel de mon Curé à simple portion ou de mes Capucins. Je le sais; mais l'aptitude à se Républicaniser, que j'attribue en cet endroit à un clergé de la communion Romaine, ne dépend point seulement de la différence d'être doté en fonds, ou de ne pas l'être du tout; cette aptitude peut et doit encore dériver de la manière dont il est possible qu'un clergé possède.

A cet égard j'observe qu'en France le cidevant clergé ne *possédoit* même pas. Il *jouissoit* seulement. C'étoit bien réellement le Monarque qui *possédoit ;* car celui-là pos-

sède qui dispose ; non celui qui consomme et qui jouit.

Je me suis étendu sur ces causes radicales de la disparité des manières - d'être des deux clergés belge et français, parceque je regarde les méprises qui ont été commises à l'égard du premier, comme l'un des plus grands obstacles qu'il ait été possible de mettre à la jonction et à l'incorporation de la Belgique à la République une et indivisible de la France.

Je suivrai, si vous me le permettez, cette matière jusqu'à parfait éclaircissement, à raison du grand intérêt qu'elle offre à bien la saisir et à la voir avec justesse, à la prudence et à la politique - pratique de la République.

Ce n'est point indirectement ni sous aucune influence Royale ou aulique ; c'est directement, et avec une entière indépendance de toute influence de cette nature que le clergé Belge possède. Il peut être vrai que ce clergé possède plus qu'il ne conviendroit pour la plus grande prospérité possible du pays ; mais ce qu'il possède, il le possède d'après des dispositions, et sous des formes véritablement populaires et démocratiques : je m'explique.

A l'exception de l'Évêché de Tournai, où le chapitre, et par conséquent l'Évêque, font preuves de noblesse, de Tournai, dont l'influence politiquement pestilentielle d'une institution aussi absurde et aussi irreligieuse, a fait fuir les arts, le commerce et toute prospérité civile. A l'exception de Malines, où la crédulité s'est laissé persuader qu'il falloit

avoir un prélat-cardinal, il n'est point un seul bénéfice, de ceux qu'on appelle à charge d'âmes, du premier ordre, dans toute la Belgique, qui n'ait un prélat gradué de Louvain; et on peut s'en reposer sur cette université, accoutumée à défendre ses privilèges *unguibus et rostro*, pour se maintenir dans celui-ci.

Il n'existe non plus dans toute la Belgique aucun bénéfice claustral qui aye jamais été en *commande*, ou à la nomination du Prince. Lorsque le Donquichote impérial Joseph, voulut toucher à cette disposition des choses, vous savez ce qui arriva.

Je le demande à quiconque se croiroit bien sincèrement en état de saisir les causes efficientes des changemens politiques sagement combinées, quelle ouverture ne présentoit pas, quel champ de mesures utiles et efficaces ne déployoit point une semblable disposition des choses, devant les hommes que les cabales ont malheureusement appellés dans votre comité diplomatique?

Ce que ces hommes, et ce sera pour leur honneur et par indulgence pour eux que je m'abstiendrai d'imprimer un caractère plus grave aux reproches que leurs fausses vues me mettent dans le cas de leur faire, ce que ces hommes n'ont ni apperçu, ni apprécié, j'ai cru qu'il étoit de mon devoir de vous le faire bien saisir.

Ni *Achilles*, ni Dumourier, ni *Ajax*, ni Beurnonville, ne feront l'espèce de conquête qu'il eût été si important et si facile, avec un peu plus de sagacité et d'attention, de

faire de la Belgique ; je veux dire sa conquête *politique* et morale. Cette conquête eût pu être faite sans coup férir, et même en donnant aux Flamands, qui en auroient eu la volonté et le pouvoir, le courage de détruire tous les satellites Autrichiens, si ce conseil National eût été assez instruit, et assez bien avisé pour professer qu'il étoit résolu à tolérer les opinions religieuses et politiques, plutôt que de les commander.

Vous sentez à merveille, Concitoyens, que c'est le décret du 15 Décembre dont j'analyse ici sans passion et avec la franchise d'un homme libre, le *hors de propos* absolu, et le très-remarquable *contre-sens* politique.

Sans doute ce décret eût pu être envisagé comme également équitable et bienfaisant par les habitans de la principauté de Liége : car l'Évêque de celle-ci étoit à la fois et son très oiseux dominateur spirituel, et son dominateur temporel dévorant et scandaleux ; et messieurs les valets-de-chambre de cet apôtre couronné, et les amis de ceux-ci, y devenoient des tréfonciers. Mais assurément un décret qui a été bien calculé pour cette région de scandale, a dû perdre de son aptitude relative, à l'égard des Pays-Bas Autrichiens, où les Évêques, à l'exception de deux, sont toujours concitoyens et bourgeois, et où les abbés ne sont jamais que les premiers d'entre les cénobites toujours résidans de leurs maisons claustrales respectives.

En dépit des *quiproquos* politiques, commis jusqu'à ce jour à l'égard de la Belgique, je ne doute cependant pas que la masse de

ses Peuples, et ceux des villes sur-tout, ne préfèrent une réunion, ou, tout au moins, une alliance avec la France République, au parti de se remettre dans les fers de la maison d'Autriche.

Huit à dix millions de florins qui, chaque année, passoient de la Belgique à Vienne, après le parfait acquittement préalable de toutes les dépenses accumulées par les deux parties civile et militaire, d'un Gouvernement *Provincial* exercé par un despote, placé à trois cent lieues, voilà sans doute un objet de considération et un fardeau tels, que difficilement le seul ascendant de la prétraille sur les esprits, réussira à leur persuader en définitif de s'en regréver de nouveau.

Mais en calculant de nouveau cet intérêt direct et propre aux Belges, il ne faudroit pas cependant que la République naissante des Français s'endormît sur son influence, comme sur une cause certaine et immanquablement efficace ; il faut encore bien moins qu'elle se persuade qu'elle doive, ou qu'elle puisse, avec prudence, abjurer tout sentiment de défiance à leur égard.

Et, pour la convaincre de la vérité de ce que je viens de dire, je prie ceux qui m'entendent de vouloir bien permettre que, pour un instant, je me suppose, moi-même, Citoyen de la Belgique.

Dans cette supposition, devant travailler d'abord pour l'intérêt de mes Concitoyens, je regarderois autour d'eux. Je le dis très franchement, ce ne seroit point à la République Française que je leur donnerois le conseil de

s'incorporer; je considérerois au contraire, que la France m'opposant un intérêt prédominant, intérêt qui seroit le sien et non le mien, je devrois plutôt m'unir et m'identifier avec une autre République, de qui l'intérêt ne pourroit et ne devroit faire avec le mien qu'un intérêt absolument *un* et homogène. Or, cette République seroit celle déjà existante sous le nom de Hollande, ou de Provinces-Unies.

Je dirois à celle-ci, vous avez des côtes Maritimes, et nous avons des terres fertiles; ce que vous avez a servi à éguiser votre industrie, tandis que mes ci-devant tyrans ont rendu la mienne autant nulle qu'il leur a été possible. Dépendans, comme ils ont été, de votre supériorité politique et de votre supériorité en richesses représentatives, ils m'ont sacrifié au besoin qu'ils avoient de votre argent; en conséquence, ils vous ont donné le droit de fermer le passage de l'Escaut, et par une suite de ce droit, de concentrer dans votre Amsterdam une opulence qui, sans cette circonstance, se seroit divisée en s'étendant jusqu'à notre Anvers.

Mais si, aulieu d'être, comme par le passé, deux peuples, nous nous identifions; Amsterdame et Anvers, loin de pouvoir être des cités rivales, ne seront plus que des cités auxiliaires. Brouillés avec les tyrans de Vienne, délivrés d'eux, comme autre fois vous vous brouillâtes et vous vous délivrâtes des tyrans de Madrid, soyons unis: ravissons à l'Angleterre et à la France, la prétention et la réalité d'être les premières nations commerçantes de l'Europe.

Moi, Citoyens, moi, Belge, appellé par le

conseil Belgique à lui faire part de mes sentimens sur l'intérêt de la Patrie, je parlerois ainsi; et j'ose présumer que, amis ou ennemis, ceux qui voudroient bien m'écouter avec impartialité, trouveroient que ce seroit parler avec assez de justesse.

De ce raisonnement que beaucoup d'autres que moi pourront faire, chez un Peuple que son intérêt, dans ce siècle de raison, suffira pour éclairer, il faut conclure que ce seroit, soit en s'incorporant, soit en s'alliant d'abord les sept Provinces-Unies elles-mêmes, qu'il seroit possible à la République de s'incorporer, ou du moins de s'allier et de s'attacher les Belges.

Certainement la conséquence d'un pareil changement dans la politique générale, seroit d'affoiblir la ligue des despotes, et de fortifier celle des peuples, de toute la puissance défensive auxiliaire, que les Provinces Bataves et Belges seroient dans le cas d'apporter à la cause commune, et ce seroit dès ce moment, et par la co-existence en bonne harmonie des deux Républiques Française et Batave-Belgique, que la face de l'Europe, et les destins des Nations qu'elle renferme, se trouveroient absolument changés, et invariablement fixés.

§ VII.

J'ai dit un peu plus haut, un mot, en passant sur les dispositions de l'État de Liége, et je crois superflu de s'étendre à son égard.

Je passerai sous silence tout ce qui peut avoir raport aux Peuples qui nous bordent du

côté de l'Allemagne. Ce sont ceux-ci qui forment la masse offensive de nos ennemis, et qu'il s'agira de combattre avec des armées nombreuses, et d'une manière directe et décidée.

J'en viens à la Suisse. Cette fédération de petites Républiques très inégales en forces, et non moins divisées de principes, peut à la vérité fournir, louer ou vendre quelques corps de milices mercenaires; mais généralement elle est par elle-même hors d'état d'en entretenir sur le pied offensif, une masse médiocre, pour son propre compte.

Les deux cantons de Berne et de Fribourg, sont les seuls où le corps aristocratique puisse avoir un intérêt bien déterminé et bien prononcé à se vouer à la cause des Rois contre les Peuples. Mais si d'un bout à l'autre de la France, il se fait un mouvement bien simultané, pour y consolider le Gouvernement Républicain, les aristocrates de Berne et de Fribourg resteront dans une sorte de stupeur politique, qui aura son principe dans une appréhension très fondée, que dans le sein de l'un et de l'autre, les Peuples ne profitent de cette occasion, pour substituer leur pouvoir à celui des familles patriciennes qui se sont arrogé le droit de les tyraniser. Immobilité forcée de la part des nobles, et les dispositions des Peuples qui les y réduisent, doivent nous suffire pour l'instant. Avec le tems, les principes feront le reste.

L'incorporation récente et spontanée de la Savoie à la République, nous dispense d'en parler. Cependant nous observerons qu'elle

pourra fournir, *sur son propre foyer défensif*, soixante mille soldats nationaux à la défense commune. Dès-lors elle bride et anéantit à notre égard, tout éfort de la part du petit Souverain actuel du Piémont.

Un de nos concitoyens. (Antoine Constantini) (*) a fourni aux Ministres qui négligeoient tout, aux comités qui ne prévoient presque rien, et à un de ces généraux intrigans qui s'approprient et qui gâtent tout, un plan d'attaque de la Sardaigne. Pour achever de punir le petit tyran du Piémont, et bien plus encore pour assurer des subsistances abondantes et sures aux parties méridionales de la République, il faudra revenir à ce plan. Comme il a été imprimé, nous n'en répéterons pas ici les détails.

Nous nous contenterons d'y ajouter des moyens d'amalgamer aux vues qu'il présente, celles qui pouvoient servir de baze à une expédition simultanée à faire, pour venger sur la route, l'humanité égorgée au nom de Dieu. Nous n'en devons pas dire d'avantage pour ce moment.

Vous avez eu, il y a peu de tems, Concitoyens, occasion de faire l'expérience que le Peuple de Naples, ne pense ni ne voit comme cette populace de Rome, que les aumônes de deux dévotes sanguinaires ont disposé au cri-

---

(*) Au lieu d'exécuter ce projet à tems, les comités nationaux ont réduit par leur lenteur, le Citoyen Constantini à l'imprimer. Les puissances y ont fait une attention si sérieuse, que Amédée a fait une cession *simulée* de cette isle à l'Angleterre. *Quo usque abutere!*

me. Le peuple de Florence, ce Peuple qui s'honore d'avoir vu naître, parmi ses ayeux, l'inébranlable Philipe Strozzy, Nicolas Machiavel; ce Peuple capable de concevoir à quelles hautes destinées il eût pu prétendre, avec un peu plus de constance pour repousser la tyrannie; ce Peuple qui, quoi qu'en ayent dit ces nouvellistes menteurs, qui ne nous instruisent pas mieux de l'histoire du présent, que les historiens anciens ne nous ont informés de celle du passé; ce Peuple, dis-je, qui est excédé du Gouvernement *Provincial* de la maison d'Autriche, ce peuple sera votre ami, votre confédéré et votre auxiliaire.

Vous ne devez seulement pas vous occuper de Parme ni de Mantoue. L'Italie en général est tellement excédée de l'esclavage, qu'elle n'attend que l'exemple, et l'approche des amis de la Liberté, pour se lever, afin de se procurer la sienne. Venise sera neutre, car ses Sénateurs seront satisfaits de jouir de la servitude passive des Ilotes indolens sur lesquels ils règnent; Gênes sera à vous, car ses oligarches ne sont que des agioteurs et des marchands; et son Peuple doit être disposé à subir nonchalament tous les changemens et, à bien plus forte raison, ceux qui ne pourront que humilier les nobles et améliorer son sort.

Vous savez sans doute, Concitoyens, à quoi vous en tenir sur Naples et sur les dépendances de ce Royaume.

S'il est un pays dans notre partie des deux hémisphères où la Liberté soit attendue par l'énergie et par l'esprit naturel à ses habitans;

c'est celui-là. Obligé de subir le joug de la sujetion, les habitans des riches contrées de la Sicile, au lieu d'être cultivateurs, sont en très grande partie Banditti. Je sens que pour vous faire concevoir ma pensée, il faut vous expliquer ce mot.

Dans une région où la superstition conjurée avec la tyrannie, a réussi à substituer la crédulité aux principes, il doit arriver, et toujours il arrive un point où l'économie politique, calculée par les seuls insatiables passions des *forts* qui commandent, ne laisse plus aux passions, ou plutôt aux besoins des foibles qui obéissent, d'autres ressources que celles du désespoir et des extrêmes que le désespoir finit toujours par faire adopter.

Alors les hommes, poussés à bout, renoncent aux institutions d'une prétendue civilisation oppressive; et forcément ceux pour qui il devient impossible de tenir contre ses conséquences, s'éloignent et se raprochent de l'État de nature.

A cause des droits de domination qu'ils se sont habitués à consacrer, les oppresseurs alors qualifient les opprimés de brigands, de scélérats; et les *voleurs*, faisant en conséquence au nom du ciel et de ce qu'ils appellent loix, le procès aux *volés*, il arrive que non seulement ils se disent, mais encore qu'ils se persuadent qu'ils sont vraiment, et qu'ils sont exclusivement *les honêtes gens*.

C'est à ce point, et les résultats l'attestent, c'est à ce point que la dégradation de la justice reciproque est portée en Sicile. La caste d'hommes sobres, et féroces en apparence,

mais équitables en intention, qui existe, sous le nom de *Banditti* y est formée par ceux qui, excédés par les effets oppressifs de loix iniques, se sont isolés de sa masse de population politique apparente; et qui, strictement justes entre eux, et hospitaliers et fidèles à leurs engagemens envers les Étrangers, ne sont, dans le fonds et dans le vrai, que les contradicteurs de l'espèce, légitimée par l'habitude, des abus, qu'il plaît aux puissans, aux forts et aux fanatiques de qualifier *d'ordre*.

Je vous prie, Concitoyens, de lire Bridone et les autres voyageurs philosophes qui, dans cet âge de lumières, ont été entraînés dans ce beau pays par le désir de voir les merveilles des bords de l'Etna; vous vous convaincrez aisément que la propagation des droits de l'Homme y trouvera des humains plus disposés à la bien goûter, qu'elle n'en rencontra parmi les ci-devant procureurs, avocats et banquiers de Paris.

Mais ces spéculations involontaires, sur l'aptitude des humains à revenir aux notions d'une saine civilisation générale, quoique nées de mon sujet, m'entraînent loin de lui. J'y reviens.

J'aurois bien voulu, Citoyens, m'étendre sur cet *intérêt accessoire* des Peuples dont je viens de vous entretenir, qui est causé par une rivalité funeste et mal entendue de prétentions à posséder concurrament des colonies; mais je prévois que je doublerois une carrière dont vous vous impatientez déjà de me voir sortir.

D'ailleurs, il est peut être beaucoup plus à propos, après vous avoir mis à portée de mesurer et d'apprécier, et les périls qui s'offrent à vous de la part du dehors, et les ressources que vous avez pour rendre ces périls vains, de ramener votre attention sur ceux qui, de la part du dedans, pourront être dans le cas de donner aux premiers une consistance et une réalité dont par eux-mêmes ils seroient dépourvus.

Je serai peut-être d'une effrayante franchise; mais je ferai mes efforts afin de n'être ni prolixe ni exagéré.

§ VIII.

Qu'avons nous vû jusqu'à l'époque mémorable du 21 janvier dernier? des crises successives, des convulsions réitérées, durant lesquelles les véritables patriotes, mêlés, confondus, dirigés souvent par des hommes sur le visage de qui des interêts privés ont attaché le masque du patriotisme, ont eu à combattre les entreprises, sans cesse renaissantes, de l'orgueil et du fanatisme, secondés par le dégoût de l'anarchie, par les impressions de préoccupations non encore effacées de l'ère politique antécédente, et par l'indifférence passive d'un grand nombre d'hommes incrédules à l'égard de la possibilité de notre régénération sociale.

Mais aujourd'hui, ne nous reste-t-il plus de combats à livrer? La paresse, l'ignorance, la vanité de guides aveugles et présomptueux, cent fois plus dangereux même

que ces hommes perfides auxquels une vraie confiance d'enfans nous a si souvent livrés, ne sont-ce point là de nouveaux ennemis? sont-ils moins à redouter aux yeux sévères de l'expérience et de la raison, que tous ces ennemis du dehors dont on a voulu nous effrayer?

Je prie les savans parmi ceux qui veulent bien m'écouter, de me pardonner l'extrême simplicité de la comparaison à laquelle je vais avoir recours pour rendre sensible une grande vérité, que depuis nombre d'années, je ne me suis point lassé de reproduire, malgré le peu de succès qui, jusqu'à présent, a couronné ma constance.

N'est-il pas vrai, vous Citoyens du Peuple dans qui de fausses connoissances n'ont point obscurci l'entendement, que si un tailleur s'est chargé de faire un vêtement, c'est toujours une seule et même main qui doit en tracer la coupe? Eh bien il en est de même dans l'ordination politique. Une législation ne peut être conçue que par un seul et même humain. De même que plusieurs tailleurs pourroient à la fois tracer bien la coupe de plusieurs habits, plusieurs Législateurs peuvent séparément concevoir plusieurs bonnes législations; mais il est impossible que plusieurs Législateurs concoivent à la fois une seule et même bonne législation.

Lorsqu'un plan politique, n'est encore que conçu, inventé, présenté, il est une *législation*. Lorsque ce plan est *discuté* et *adopté*, il devient *constitution*; et ce sont ces deux seules opérations, nécessairement postérieures

à la première, qui peuvent être l'ouvrage d'un nombre ou conseil, et qui doivent être celui d'une Nation entière.

Or, est-ce ainsi que marche le génie de nos Législateurs? N'est-il point malheureusement trop vrai, qu'ils s'amusent à dessiner à plusieurs, sur l'étoffe de la Législation qu'ils ont charge de présenter, une coupe qui ne pourra être adoptée; ou qui, si elle l'étoit, produiroit pour le corps politique, un vêtement inégal dont celui-ci ne pourroit se couvrir; et en attendant l'éternelle facture duquel, il reste exactement exposé aux influences de tous les fléaux des deux températures politiques, intérieure et extérieure.

Concitoyens! si je n'ai point déraisonné dans l'application des vérités élémentaires qui précèdent, à l'instant où tout vous menace, j'ai acquis le droit de vous dire, et j'en gémis, que ce n'est point une constitution que vous allez être appellés à défendre. Non, citoyens, non cette sorte de palladium encourageant et générateur de la prudence et du courage des Nations, si toute fois il existe dans l'entendement collectif de nos nombreux Licurgues, n'existe encore que là. Ce ne seroit que la volonté que l'espoir d'en avoir une qui seroit l'Étendard de votre ralliement.

Mais si cet espoir, sous peu de tems, n'étoit point rempli; si au contraire, soit pour le fonds, soit du côté des formes, cet espoir se trouvoit déçu, je vous le demande encore, croyez vous que l'illusion seule de la Liberté civile, de cette Liberté qui n'exista, ni n'existera jamais sans l'établissement de l'ordre,

croyez

croyez-vous que cette illusion puisse suffire pour tenir unis tous les bras et toutes les ames!

Peuple non moins éclairé que brave! n'oubliez donc point que vos mandataires sont vos mandataires ; dites leur avec courage, qu'ils veuillent bien commencer par le commencement, ou faire place à d'autres hommes enclins à faire ce qu'ils ne font pas, et capables d'y apporter une méthode, une célérité, une suite que vous n'appercevez point dans ceux sur qui est tombé votre choix.

Alors, et seulement alors, en face du peuple, au grand jour de ses lumières réunies, disparoîtront et les petites morgues personelles dont l'effet est de persuader à de simples conseillers commissionés par le souverain, qu'ils sont eux-mêmes le souverain, et les petites ruses dont sont issues les menées de ceux qui commettent le quiproquo de croire qu'on peut impunément abuser un Peuple libre, comme les Ministres des despotes en imposent sur leurs vertus et sur leurs crimes, aux regards fascinés d'une multitude d'esclaves. Alors disparoîtront encore toutes ces institutions non moins propres à favoriser l'orgueil et la cupidité d'une nombreuse oligarchie soudoyée, qu'à servir et les vues et l'imbécillité d'un seul tyran, institutions conservées et transmises dans le régime nouveau, sous des prétextes *uniquement provisoires*, par les seuls amis masqués du régime ancien; et consacrés par l'insuffisance de ceux qui, pour le bonheur de l'humanité, devroient, dans tout les régimes imaginables être écartés de tout.

Une constitution, une bonne constitution et rien qu'une bonne constitution, ne peut devenir le bouclier de la République, et le motif raisonné de sa reconnoissance envers ses Représentans; car une constitution, Citoyens, est au corps politique ce que l'âme est au corps humain.

De même que le corps humain privé d'âme est un cadavre, de même un corps politique dans lequel une constitution saine ne produit point la vie politique, n'est qu'une masse inerte, qui ne sauroit avoir d'autre mouvement que celui de la dissolution de ses parties, une masse enveloppée dans les ombres de l'anarchie, véritable état de mort du corps politique.

Je vous prie, Concitoyens, de peser ces idées, d'en faire l'application pour le bien commun. Dans ma bouche ces applications dégénéreroient en satyres individuelles; et je me suis promis de les éviter.

P. S. *Nous venons d'être instruits qu'une expédition gauchement combinée contre l'isle de Santaigne vient d'échouer. Elle n'a pas été conduite par* Paoli, *comme l'avoit conseillé le C. Constantini. Elle n'a eu lieu au contraire que d'après les dispositions plus que suspectes d'un Cabinet qui gâte sciemment tout ce qu'il est réduit à toucher. Les Juges sévères et clairvoyans sentiront l'analogie qu'il y a entre les causes de l'issue de cette expédition et celles des désastres regens éprouvés par les infortunés Liégeois.*

P. S. Le projet d'une expédition contre une partie des côtes de l'empire Britannique, dont il est parlé *page 18*, a été porté en effet au comité de défense générale, par les commissaires *ad hoc* de la section des Lombards, le mercredi 6 Février; suivant leur raport le paquet a été décacheté et lu par le Président de ce Comité; le contenu a paru faire sur ce dernier l'impression la plus vive, le Législateur *Duhem*, appellé par ce Président pour en prendre communication n'en a point paru moins frappé; aussitôt il a été arrêté dans le Comité que ce projet seroit remis au Pouvoir-exécutif avec requisition de l'exécuter. L'auteur a déposé un double cacheté à la Section des Lombards, *pour être ouvert au 2 Avril.* C'est alors qu'on pourra statuer sur la valeur de l'idée qu'il a présentée, et sur le patriotisme et l'empressement du Pouvoir-Exécutif à saisir et à suivre les vues utiles.

L'éditeur de cet ouvrage propose par souscription un autre ouvrage du même auteur, dont la réputation a devancé dans le monde, sa mise au jour.

Cet ouvrage est intitulé *Életerie* ou *de la liberté civile*. Il en a été parlé comme d'un chef-d'oeuvre, dans un livre publié dans les commencemens de la révolution, intitulé *J. J. Rousseau aux États-Généraux*. L'auteur qui depuis cette époque y a beaucoup corrigé et y a beaucoup augmenté, avoit dabord eû envie de le faire paroître sous le titre de *traité de la civilisation*, et c'est sous ce titre qu'il en est parlé dans l'ouvrage cité plus haut.

L'Életerie contiendra deux volumes in-4°. grand et beau forma, de cinq cent pages au moins chacun, orné d'un frontispice, de planches et figures. On y em-

ploya le plus beau papier et un superbe caractère, la souscription sera de 12 livres par exemplaire; la dépense que nécessite cette entreprise, met les éditeurs dans le cas de proposer aux souscripteurs d'en payer un tiers en souscrivant, un autre tiers lors de la livraison du Ier. volume, et enfin le reste après celle du second.

Le prix de la souscription sera reçu, et avec garantie satisfaisante, pour le premier tiers à payer en souscrivant,

A l'Imprimerie de MAYER et Compagnie, rue Saint-Martin, N°. 219; on aura même la facilité de n'y faire d'abord qu'une simple inscription obligatoire pour déposer ce premier tiers, lorsque le nombre de souscriptions sera de trois cent, nombre au dessous duquel l'entreprise ne sera pas commencée. Elle est proposée avec d'autant plus de confiance que les éditeurs se sont assurés, par l'examen attentif qui a été fait de l'ouvrage par des juges très éclairés, que ce sera pour ce siècle et pour la postérité, un monument également précieux par le fonds des choses, et par la couleur et les formes que l'auteur leur a données.

De l'Imp. de MAYER & Compagnie, rue St. Martin, N°. 219, presque vis-à-vis la rue Maubuée.